

# **Communiqué de presse**

Paris, le 10 avril 2019

**Collectivités et entreprises : la marche vers la transition énergétique se fait à deux vitesses**

**Etude Mazars « Financer la transition énergétique : entre volontarisme et réalité économique »**

**A l’heure de la mise en place de la Programmation pluriannuelle de l’énergie (PPE) et des premières conclusions du Grand Débat, Mazars, acteur international d’audit et conseil, publie une enquête dédiée à la perception, aux initiatives et aux financements réalisés par les collectivités, les entreprises et les investisseurs en matière de transition énergétique.
Ce regard croisé met en avant un concept qui reste encore flou et une maturité très disparate en fonction des acteurs. La marche vers la transition énergétique semble ainsi se faire à deux vitesses dans les organisations, avec des collectivités qui jouent un rôle moteur. En outre l’étude pointe la faible rentabilité des investissements verts comparée à celle des actifs carbonés. Des pistes d’amélioration existent néanmoins pour développer et généraliser des initiatives solides.**

* **Même si les acceptions diffèren­­t en fonction des acteurs concernés, la transition énergétique est une priorité pour 86% des collectivités territoriales et 57 % des entreprises interrogées.**
* **Disparités entre grandes et petites entreprises : 71% des entreprises de plus de 50 salariés font de la transition énergétique une priorité vs. 47% des entreprises de moins de 50 salariés.**
* **Les entreprises manquent de ressources financières pour initier de tels projets : seuls 29% des TPE et 53% des grandes entreprises disent pouvoir financer leur propre transition**
* **Des équipes dédiées sous-dimensionnées : 64% des investisseurs, 57% des entreprises et 49% des collectivités territoriales n’ont pas les moyens humains suffisants**
* **Enfin les investisseurs sont en retrait sur la question : 64% des acteurs financiers n’en font pas une priorité et 54% ne voient pas d’intérêt à investir dans les actifs bas carbone.**
* **80% des acteurs financiers ne mènent aucune politique de désinvestissement dans les énergies fossiles, considérant qu’elles offrent toujours des rendements élevés.**

**La transition énergétique, un concept très général aux réalités bien différentes selon les acteurs**

La transition énergétique est devenue un terme « fourre-tout » : bon nombre d’acteurs publics et privés n’en donnent pas de définition spontanée, mais plusieurs mots clés avec tout d’abord les « énergies renouvelables » (pour 22%), puis la « lutte contre le réchauffement climatique » (15%), les « économies d’énergies » (13%) ou encore « l’écologie » (12%).

**Julien Henault, Manager Energie et Environnement chez Mazars :** *« Sur la question de la transition énergétique, nous constatons que les collectivités jouent aujourd’hui un rôle moteur : 86% d’entre elles en font une priorité, loin devant les entreprises (57%). Un système à deux vitesses qui se dessine aussi nettement entre les petites et les grandes entreprises. »*

**Pour les collectivités**, la transition énergétique arrive ainsi en 3ème position des priorités derrière l’aménagement des territoires et la satisfaction des usagers ; elles mènent des initiatives sur tous les fronts : la construction et rénovation des bâtiments (83%), la lutte contre le gaspillage (80%), des actions de sensibilisation (80%), l’aide au développement des énergies renouvelable (53%).

**Pour les entreprises**, les actions menées visent avant tout : la lutte contre le gaspillage (83%), la sensibilisation des salariés (68%), la construction ou rénovation de bâtiment (47%), la modification des process de production ou la conception de produits verts (32%), la mise en place de systèmes de transport propres pour les salariés (31%). L’envergure des projets diffère très nettement selon la taille des entreprises.

**Le manque de moyens financiers et humains et une rentabilité insuffisante freinent la transition énergétique**

L’étude met en lumière les **difficultés des entreprises à dégager les ressources financières** pour lancer des projets de transition énergétique : c’est le cas pour 71% des PME et près d’un grand groupe sur deux (47%). Sur le plan opérationnel, **le déficit de ressources et compétences humaines** pèse aussi sur le développement de tels projets : 64% des investisseurs, 57% des entreprises et 49% des collectivités territoriales n’ont pas les équipes suffisantes.

**De leur côté, les investisseurs sont conscients de l’enjeu mais pointent un manque de clarification et de rentabilité sur les investissements verts :** 64% des acteurs financiers (fonds / gestionnaires d’actifs, banques / assurances…) sollicités n’en font pas encore une priorité même s’ils sont pourtant une grande majorité (80%) à considérer qu’ils ont, en général, un rôle à jouer. Principal frein : 42% des acteurs financiers interrogés estiment que les projets verts dans lesquels ils ont investi ne sont pas encore suffisamment matures pour juger de leur retour sur investissement. Enfin, 80% d’entre eux ne mènent aucune politique de désinvestissement dans les énergies fossiles, considérant qu’elles offrent toujours des rendements élevés.

Pour **Hervé Blazejewski**, **Associé Energie & Environnementchez Mazars** *: « Pourtant le contexte macro-économique envoie des signaux positifs aux acteurs financiers : des taux d’intérêt faibles et des niveaux de liquidité élevés incitent à investir sur des projets au retour sur investissement plus long, tels que les projets bas carbone ».*

Enfin, seules un tiers des collectivités territoriales (32%) et des entreprises (28%) considèrent que leurs initiatives bas carbone permettent de dégager un retour sur investissement.

**Des leviers pour accélérer la transition énergétique**

Pour les entreprises, un des leviers est **d’intégrer le risque climat dans les business model**. Pour les investisseurs, il s’agirait d’accroître le rendement des projets verts en finançant prioritairement les projets économiquement et écologiquement rentables.

Autre piste, **orienter l’effet de levier du financement public vers la transition énergétique** pour favoriser et accroître l’engagement des investisseurs vers les actifs recherchés.

48% des acteurs publics et 38% des entreprises interrogés considèrent que, **la transparence** pour certifier que chaque euro investi le soit dans un actif bas carbone, est un levier pour accroître la part des investissements verts.

*« La transparence et la mesure d’impact sont deux leviers importants qui permettront de généraliser les investissements verts. Proposer des modèles de certification des investissements verts, communiquer sur leur ROI sont de bonnes pratiques à développer pour inciter les acteurs économiques à flécher leurs capitaux vers davantage d'actifs verts. Il est temps de climatiser la finance."*, souligne**Yann Guyomar, Associé Energie & Environnementchez Mazars.**

 « *Notre enquête dresse une réelle prise de conscience et envie d’agir des acteurs publics et privés, malgré un manque de points de rencontre et de dialogue et des moyens humains et financiers limités.* *Elle pointe également de fortes attentes vis-à-vis du national pour des cadres réglementaires et fiscaux incitatifs et subventionnant*. », constate**Hervé Blazejewski.**

**Méthodologie**

Cette étude a été réalisée par l’institut CSA pour Mazars du 10 décembre 2018 au 9 janvier 2019. Sur un échantillon de 270 dirigeants et décisionnaires privés et publics : la population interrogée est de 3 natures différentes : 100 acteurs publics (conseils régionaux/départementaux, intercommunalités, communes) ; 120 dirigeants ou décisionnaires sur les questions d’énergie au sein d’entreprises de 10 salariés ou plus ; et enfin 50 investisseurs (acteurs bancaires, assurances, mutuelles, gestionnaires d’actifs/portefeuilles).

**CONTACTS PRESSE**

**Mazars**

Sarah Lhéritier Directrice Communication France – 06 32 97 82 97 – sarah.lheritier@mazars.fr

**Rumeur Publique**

Marie Goislard – 01 55 74 52 33 – marie@rumeurpublique.fr

***A propos de Mazars***

*Mazars est une organisation internationale, intégrée et indépendante, spécialisée dans l’audit, le conseil ainsi que les services comptables, fiscaux et juridiques. Mazars est présent dans 89 pays et territoires et fédère les expertises de 23 000 professionnels qui accompagnent les grands groupes internationaux, ETI, PME et organismes publics à toutes les étapes de leur développement.*

[*www.mazars.com*](https://urldefense.proofpoint.com/v2/url?u=http-3A__www.mazars.com&d=DwMFaQ&c=9wxE0DgWbPxd1HCzjwN8Eaww1--ViDajIU4RXCxgSXE&r=owb2RKEAEtRmr_ynV7s1LTG_oSEWOOd-nokles33zDBl4p6pnvXn7qsLuj4_2NM4&m=A0ZLCt4IUxpHULa3zNSV00RFeu0EQwzx2A1XVsq3eVo&s=kvTCU_hwcmgIKdPqoh5HlS7vURiV57XCagZv_7tlBVk&e=) *-* [*www.linkedin.com/company/mazars*](https://urldefense.proofpoint.com/v2/url?u=http-3A__www.linkedin.com_company_mazars&d=DwMFaQ&c=9wxE0DgWbPxd1HCzjwN8Eaww1--ViDajIU4RXCxgSXE&r=owb2RKEAEtRmr_ynV7s1LTG_oSEWOOd-nokles33zDBl4p6pnvXn7qsLuj4_2NM4&m=A0ZLCt4IUxpHULa3zNSV00RFeu0EQwzx2A1XVsq3eVo&s=WPKyCjVobvgrvA6Ucooou4VVmHV7rTiGFZjljsVMvo4&e=) *-* [*https://twitter.com/mazarsgroup*](https://urldefense.proofpoint.com/v2/url?u=https-3A__twitter.com_mazarsgroup&d=DwMFaQ&c=9wxE0DgWbPxd1HCzjwN8Eaww1--ViDajIU4RXCxgSXE&r=owb2RKEAEtRmr_ynV7s1LTG_oSEWOOd-nokles33zDBl4p6pnvXn7qsLuj4_2NM4&m=A0ZLCt4IUxpHULa3zNSV00RFeu0EQwzx2A1XVsq3eVo&s=J5K3bhSeRa4cyqbpgpUIKfnbvRzd1yOEbnrDNYbvNrc&e=)